

Toujours élevée, fardeau pour les ménages, l'inflation est soutenue par les bénéfices des entreprises du CAC40

écrit par Monique B | 26 août 2023



Fin juillet, le bilan du premier semestre 2023 des entreprises du CAC40 est dévoilé et jamais celles-ci n'ont enregistré autant de bénéfices.

© Photo de Imelda sur unsplash.com



Fin juillet, le bilan du premier semestre 2023 des entreprises du CAC40 est dévoilé et jamais celles-ci n'ont enregistré autant de bénéfiques.

© Photo de Imelda sur unsplash.com

ÉCONOMIE – Depuis mars 2023, l'inflation ralentit, mais reste encore élevée. Selon l'INSEE, les prix de l'alimentation par exemple ont augmenté sur un an de 12,7% en juillet, contre 13,7% en juin. Souvent expliquée par la guerre en Ukraine, la hausse générale des prix pourrait être majoritairement soutenue par tout à fait autre chose : les bénéfiques des grandes entreprises. En effet, d'après une étude du Fonds monétaire international (FMI), *“les coûts d'importation qui ont augmenté après l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont été plus que répercutés par les sociétés auprès des consommateurs”*. Autrement dit, les marges ont été “gonflées” au-delà d'un besoin d'absorber la hausse des coûts et une spirale “prix-profit” apparaît. Au premier semestre 2023, les entreprises du CAC40 ont enregistré un bénéfice record de 80 milliards d'euros.

Après avoir atteint 15,9% en mars, l'inflation alimentaire progresse à un rythme *“de moins en moins soutenu”* selon

l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Les prix de l'alimentation ont augmenté de 12,7% en juillet 2023, après avoir atteint 13,7% en juin. Les prix des produits de grande consommation vendus dans la grande distribution [sont aussi en hausse](#) de 0,3% sur un mois (0,2% en juin) et de 12,5% sur un an. Durant les 6 derniers mois, la consommation des ménages a chuté de plus de 11% sur les six premiers mois de l'année d'après l'INSEE.

Le FMI épingle les entreprises

Si cette inflation ralentit durant cet été, *“on ne reviendra pas aux prix d'avant crise”*, affirme Michel Biero, directeur exécutif achats et marketing chez Lidl France, invité jeudi dernier par BFMTV. *“Ceux qui vont batailler sur les prix sont les distributeurs. Les prix vont baisser légèrement mais cela ne se fera pas grâce aux industriels ou multinationales que le gouvernement avait appuyés. Ce sera grâce aux distributeurs qui vont prendre sur leur marge, comme nous le faisons depuis un an”*, a-t-il déclaré.

Les négociations entre les industriels et les distributeurs se poursuivent depuis de nombreux mois. Ces derniers ont ouvertement accusé les multinationales de ne pas réduire leurs marges et répercuter la baisse des coûts de certaines matières premières comme le blé sur le prix de vente du produit final. Le constat fait par Michel Biero jeudi dernier ou par Michel-Édouard Leclerc, patron de l'enseigne éponyme de la grande distribution, en novembre 2022, est cette fois-ci confirmé par le FMI.

Dans une étude publiée le 26 juin dernier, le FMI affirme que les entreprises européennes ont répercuté au-delà du nécessaire l'augmentation des coûts d'importation (attribuée à la guerre russo-ukrainienne), auprès des consommateurs. Selon le [rapport](#), la hausse des profits des sociétés est responsable depuis 2022 de 45% de l'inflation, contre 40% pour les coûts d'importation et seulement 25% pour la hausse des salaires.



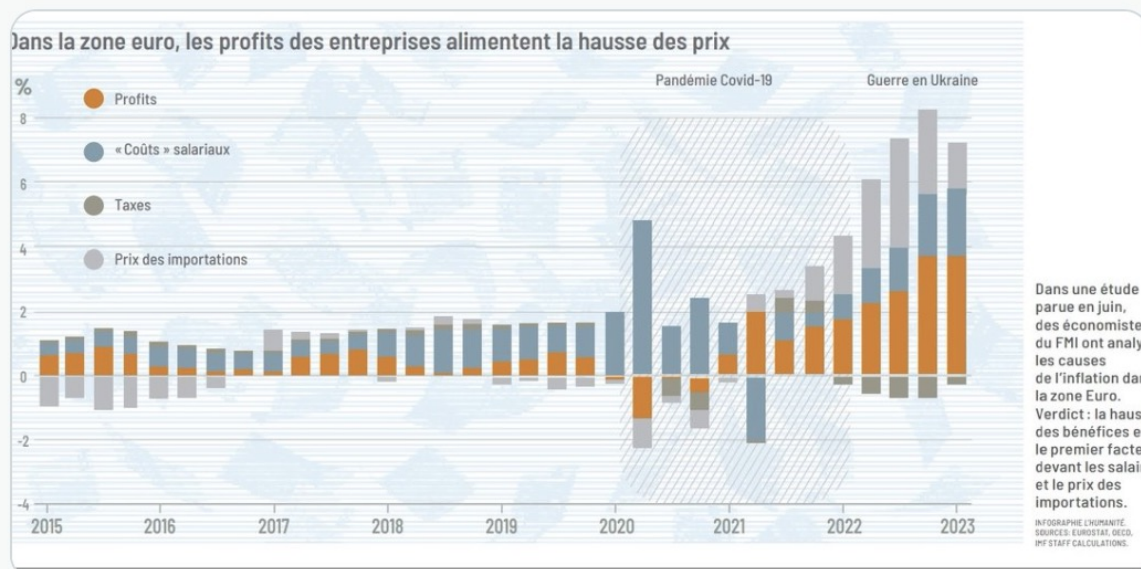
Attac France
@attac_fr · Suivre



Selon le FMI (qui n'est pas spécialement une officine gauchiste) la première cause de l'inflation dans la zone euro est la hausse des profits.

Vous avez du mal à remplir votre frigo ? Rassurez-vous, pendant ce temps, certaines entreprises se gavent.

Graphique @humanite_fr



9:42 AM · 18 août 2023



4 k



Répondre



Partager

[Lire 76 réponses](#)

Un visuel tiré de [l'étude](#) révèle également que la baisse des impôts et les taxes ont eu un léger impact déflationniste. C'est finalement "les entreprises européennes qui ont jusqu'à présent été les mieux protégées contre le choc négatif des coûts", au détriment des travailleurs, poursuit l'une des deux institutions de Bretton Woods.

Pour changer la donne, le FMI estime qu'après "avoir vu leurs salaires baisser d'environ 5% en 2022, les travailleurs font

désormais pression à travers l'Europe pour des augmentations de salaire. La question est de savoir à quelle vitesse les salaires vont augmenter et si les entreprises vont comprimer leurs marges pour que cela ne se répercute pas (encore) sur les prix" à la consommation.

L'inflation fait le bonheur des entreprises du CAC40

Les entreprises françaises ne dérogent pas à cette étude. Fin juillet, le bilan du premier semestre 2023 des entreprises du CAC40 est dévoilé et jamais celles-ci n'ont enregistré autant de bénéfices. L'AFP a décompté plus de [71 milliards d'euros de bénéfices](#) contre 64 milliards durant la même période en 2022, soit une progression de 11% sur un an. Idem pour le chiffre d'affaires semestriel qui a atteint 750 milliards d'euros, en hausse de 4% par rapport à l'année dernière.

Des résultats bel et bien tirés vers le haut par l'inflation, puisque ces sociétés "*réussissent à répercuter leurs hausses de coût*", estime Beatrice Hautefort, fondatrice de la *fintech* (1) Scalens. Le bénéfice est également engrangé grâce au "*pouvoir*" de ces groupes sur le prix, estime Eric Berr, maître de conférences en économie à l'université de Bordeaux. "*Dans ce capitalisme financiarisé où l'on a une concentration de plus en plus grande, on a un nombre moins important de grandes entreprises. Elles ont un pouvoir sur les prix et donc le pouvoir de les augmenter au-delà des hausses de coûts qu'elles ont subi elles aussi avec l'inflation*", [estime-t-il](#).

Il confirme les données du FMI, affirmant que "*depuis fin 2021-début 2022, l'inflation est expliquée à peu près à hauteur de 50% par an par la hausse des profits. Cela monte même à 70% sur le début de l'année 2023*". Il parle alors de "*spirale prix-profits*", qui ne sert pas uniquement à financer des investissements, mais qui sont aussi distribués en dividendes.

Conséquence ? Le nombre de millionnaires en France a augmenté en 2022, atteignant 2,821 millions de personnes. Si le marché

immobilier y est pour beaucoup, la hausse des prix en 2022 a bien contribué à faire d'environ 25.000 personnes des millionnaires. Du moins, selon [l'économiste](#) Guillaume Allègre.

Note :

(1) Une *fintech* est une *start-up* qui utilise la technologie pour développer des services financiers et bancaires.

<https://www.francesoir.fr/societe-economie/fardeau-menages-inflation-est-renforcee-benefices-CAC40>